

# **FORUM NATIONAL SUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS DANS LE SECTEUR FORESTIER**



- Merlin Noël NKOUKA

- Il n'est pas aisé d'intervenir après de brillants orateurs sur le thème général de la promotion des investissements.
- Fort heureusement, la sagesse nous apprend que : « la répétition est la mère des sciences ».
- Aussi, vais-je vous présenter ma planche sur : « les indices d'investissement forestier au Congo ».
- Notre regard portera sur l'analyse quantitative mais surtout qualitative.
- Le présent travail est articulé autour des points ci-après :
  - la définition des concepts ;
  - les différents types d'investissements ;
  - le financement des investissements économiques ;
  - les principaux instruments de la politique des investissements ;
  - l'investissement dans le secteur forestier ;
  - l'impact des politiques et pratiques d'investissement.

- **I- La définition des concepts**

- Il ne s'agit bien entendu que d'un rappel pour l'auditoire.
- La notion d'**Indice** découle d'un signe apparent qui indique quelque chose avec probabilité.
- Investir revient à engager de l'argent dans un projet, en renonçant à une consommation immédiate et en acceptant un certain risque, pour accroître ses revenus futurs.
- L'**investissement**, pour l'économiste, est la transformation d'un capital, entendu dans le sens de ressource monétaire, en capital fixe, un bien d'équipement ou de l'immobilier par exemple ; pour le financier, il recouvre la notion de placement à moyen ou long terme dans des actifs financiers. Pour le comptable, l'investissement est synonyme d'immobilisation qu'elle soit corporelle, incorporelle ou financière.
- Le climat d'investissement est caractérisé par les conditions que l'on trouve dans les pays qui influent sur les risques encourus par les investisseurs.
- **Les différents types d'investissement :**
- Les investissements peuvent être classés selon leur objectif.



- **l'investissement de capacité ou d'expansion**, a pour but d'augmenter la capacité de production de l'entreprise en ajoutant par exemple des unités de production que ce soit d'un produit déjà existant et dans ce cas c'est une expansion quantitative ou d'un nouveau produit et dans ce cas c'est expansion qualitative ;
- **l'investissement de remplacement ou de renouvellement**, a pour but de maintenir l'activité à son niveau actuel. C'est l'investissement de prédilection en période de crise en remplaçant par exemple un équipement usé ou obsolète par un autre nouveau ;
- **l'investissement de modernisation ou de productivité**, a pour but est d'accroître la productivité en introduisant des équipements modernes et perfectionnés ;
- l'investissement financier ;
- il peut aussi prendre une forme stratégique, son but est alors d'assurer le développement de l'entreprise.
- **Les investissements ont plusieurs caractéristiques.**

- L'investissement est considéré comme productif lorsque la valeur cumulée des biens et des satisfactions obtenues est suffisamment supérieure aux coûts engendrés. L'investissement est considéré comme improductif (ou non directement productif), lorsqu'il concerne des biens et des services d'utilités publics (écoles, hôpitaux,...).
- Un investissement matériel concerne un bien de production, par exemple. Un investissement immatériel concerne des services : formation, recherche-développement, innovation, marketing, technologies de l'information, publicité, etc, susceptible d'apporter un développement futur.
- L'aspect économique s'attache aux caractéristiques réelles de l'investissement, l'aspect financier ne se considère que sa contrepartie financière.



- Certaines dépenses comme les dépenses dans les technologies de l'information sont habituellement rattachées à des centres de coût dans les entreprises. Dans ce type de dépenses, la moitié en moyenne concerne la maintenance d'applications existantes, tandis que le reste concerne les développements et devrait être compté comme dépense d'investissement, mais ceci n'apparaît pas le plus souvent dans la comptabilité des entreprises.
- **Le financement des investissements économiques**
- Avant d'employer ses ressources à l'investissement l'entreprise doit s'interroger sur son financement. En effet, il est important pour le dirigeant de faire tout d'abord son métier : la stratégie d'entreprise et l'organisation d'entreprise. A défaut, il se retrouve avec des moyens mais sans chemin pertinent et dans une facilité qui repousse la nécessité de cette réflexion.

- Les besoins de financement d'une entreprise et notamment ceux de ses investissements sont satisfaits par l'autofinancement, le recours à l'emprunt, les aides publiques, l'augmentation de capital ou en fonds propres. Ces trois sources de financement peuvent intervenir ensemble. Les investissements peuvent également être financés par cession d'actifs, dans le cadre par exemple d'une stratégie de recentrage.
- **L'autofinancement**
- L'autofinancement est le financement des investissements par des moyens internes à l'entreprise.
- **Le recours à l'emprunt**
- Cela consiste à lever des capitaux sous forme de prêt auprès de tiers. La durée de l'emprunt doit être en accord avec la durée d'amortissement du bien acheté (en général l'emprunt est un peu plus court que celle-ci). L'emprunt peut être de deux types : bancaire ou obligataire.
- **Les aides publiques**
- Elles revêtent plusieurs formes.
- Il existe également un cas assez rare,



- **Le surinvestissement**
- Dans une situation économique particulière, si les agents économiques ont des perspectives trop optimistes, ils peuvent trop investir, ce qui les conduira à avoir des capacités de production excédentaire mettant en péril la gestion durable des ressources. On dit qu'il y a surinvestissement. A l'échelle d'un pays, un surinvestissement très élevé conduit généralement à une crise économique.
- **L'investissement dans le secteur forestier**
- Le Congo est à la recherche de stratégies visant à accroître les investissements privés dans la filière bois, aux fins d'y expulser une véritable croissance.
- L'économie forestière est un secteur caractérisé par des investissements à long terme qui nécessitent de réduire l'incertitude des opérateurs économiques en leur offrant un cadre institutionnel aussi stable que possible.
- Des investissements importants ont été enregistrés dans la filière bois. Ils ont été réalisés par les plus grandes sociétés pour l'aménagement forestier et au renforcement du nombre des usines de transformation de bois.
- Les principaux instruments de la politique des investissements sont :
  - le Code des Investissements ;
  - la Charte des investissements



- le Code forestier.
- **1- Le Code des Investissements**
- C'est un régime d'investissement attractif pour les capitaux privés nationaux et étrangers, afin de les orienter vers les secteurs productifs.
- **2- La Charte des investissements**
- Elle a été instituée par la loi n°6-2003 du 18 janvier 2003, elle change toutes les dispositions antérieures, notamment celles de la loi n°008-92 du 10 avril 1992 portant **Code des Investissements** au Congo modifiée par la loi n°7-96 du 6 mars 1996.
- La politique générale d'investissement s'appuie sur la **Charte d'investissement** afin de sécuriser les investissements et d'atteindre une diversification économique du pays.
- Il a pour but d'orienter les investissements privés vers le secteur industriel et de prendre des mesures visant à accroître la compétitivité de l'économie congolaise notamment de mesures d'allègement fiscal et de garanties.
- Les agents économiques ont vocation d'opérer des investissements productifs pour créer des emplois et élargir leurs activités et contribuer ainsi à la croissance économique et à la lutte contre la pauvreté.

- **3- Le Code forestier**

- Le Code forestier a été institué par la loi n°16-2000 du 20 novembre 2000 portant Code forestier. Il est spécifique à l'activité forestière.
- De l'analyse de ce dispositif réglementaire nous retenons les dispositions de la charte des investissements ci-après :
- **L'article 14 : alinéa 1**
- L'Etat associe le secteur privé à la définition des stratégies et à la résolution des problèmes économiques et de développement.
- **L'article 15 : de la charte des investissements stipule :**
- L'Etat met en place une **Commission Nationale des Investissements** pour l'information, le conseil aux investisseurs et l'agrément des entreprises aux avantages de la présente charte.
- Sept dossiers du secteur forestier ont été examinés et approuvés la dernière session de la Commission Nationale des Investissements (SOCOMAB, MARTENIUS TRADING CONGO Ltd (Pointe-Noire), Nouvelle TRABEC SARL (Pointe-Noire), Likouala TIMBER, UFA Missa et Bétou, TAMAN-Industrie Ltd (Niari/Lékoumou), Thanry-Congo (UFA) Ipendja, MOKABI S.A, UFA Mokabi Dzanga).



- L'agrément des entreprises aux avantages de la présente charte fait l'objet d'un texte réglementaire qui définit un ensemble de mesures de procédures d'obligations des parties, des sanctions et de pénalités.
- **Article 28** : Pour favoriser un développement harmonieux du territoire, des avantages spéciaux sont accordés aux entreprises qui investissent dans les régions enclavées.
- Ces mesures, modulées en fonction du handicap à surmonter, sont définies par une voie réglementaire, sans, pour autant, constituer une distorsion grave aux règles de la concurrence.
- **Article 32** : L'Etat s'engage à tout mettre en œuvre pour la mise en place d'un système bancaire viable dont la mission de contrôle et de supervision est confiée à la commission bancaire de l'Afrique Centrale qui garantit la viabilité, à long terme, de ce secteur.
- Celle - ci est chargée de veiller au respect des normes présidentielles par les banques.
- L'Etat soutient l'action de la commission bancaire de l'Afrique Centrale et garantit la bonne exécution de ses décisions pertinentes.
- **Article 35** : L'Etat s'engage à faciliter l'accès des Petites et Moyennes Entreprises / PMI au crédit et à promouvoir leur capacité de gestion et de développement.
- **Article 36** : L'Etat adhère aux institutions spécialisées dans le financement des exportations et dans l'assurance du risque - exportation. Il encourage l'extension, dans son territoire, des activités de la banque africaine d'import - export et d'autres institutions de financement.

- **Article 40** : La charte nationale de l'investissement peut être complétée, sans préjudice des présentes dispositions, par des codes spécifiques précisant les conditions techniques, financières et d'exploitation de certains secteurs d'activités.
- **Impact des politiques et pratiques d'investissement**
- Cet impact porte sur les plans économique, social et écologique. Les différents programmes d'activités du Ministère de l'Économie Forestière prennent en compte les orientations nationales et internationales (DSRP, OMD, Plan de Convergence...)
- **Impact économique**
- L'augmentation du nombre d'usines a permis d'accroître sensiblement la capacité totale de transformation de nos usines (sciage, déroulage et tranchages confondus). Elle se traduit par :
  - une augmentation de la production et des exportations (des bois oeuvrés) ;
  - une meilleure valorisation des bois congolais ;
  - un accroissement du chiffre d'affaires de la filière et de la taxe à l'exportation ;
  - une nette amélioration de la valeur ajoutée avec l'augmentation du taux de transformation ;



- une meilleure contribution au PIB.
- **Impact social**
- Il porte sur la lutte contre le chômage et la pauvreté par la création de nombreux emplois.
- **Impact écologique**
- La baisse des exportations de grumes permet de bénéficier des meilleures conditions de préservation de l'écosystème forestier, de conservation de la biodiversité ainsi que la lutte contre le réchauffement climatique de la planète.
- Après l'analyse de l'impact des investissements sur les plans économiques, social et écologique nous pouvons retenir que :
- Conserver la forêt congolaise, c'est contribuer à la sauvegarde de la forêt du Bassin du Congo, participer à la lutte contre le réchauffement de la planète et préserver les équilibres biologiques, physiques chimiques, naturels et vitaux à l'homme tout en assurant le développement.
- Cependant, les contraintes financières et managériales sont persistantes. Il convient de rechercher des solutions adoptées surtout dans cette période de crise économique et financière généralisée.
- En effet, l'économie mondiale est en profonde récession. Le Congo ne peut échapper aux conséquences de cette crise.

C'est l'occasion pour tous les **acteurs**, de contribuer à la mise en œuvre d'un plan de relance en améliorant la stratégie.

## 1- Le Ministère de l'Économie Forestière

- De nombreuses faiblesses sont enregistrées. Des actions rigoureuses devront être menées pour:
- Améliorer la gouvernance, le système d'information forestière et de gestion (SIGEF).
- Rechercher des financements en vue de permettre une meilleure connaissance des ressources.
- Assurer le renforcement des capacités techniques et du personnel.
- Élaborer une stratégie nationale plus claire et dynamique : Programme Sectoriel / Forêt / Environnement.
- initier des projets novateurs dans la foresterie, la bio - diversité, les aires protégées, parcs et réserves, le boisement et le reboisement , le bénéfice des crédits carbone.
- Assurer une meilleure coordination entre les différentes directions du Ministère.



- Permettre une plus grande participation des populations autochtones dans la gestion.
- Analyser la conjoncture économique en synergie avec les autres partenaires.
- Améliorer la qualité des données statistiques par un meilleur traitement.
- Analyser les documents financiers des sociétés (bilans programme des investissements, plan de développement....).
- Il est temps de traduire dans les faits le concept d' « économie forestière » qui s'apparente fort et heureusement avec la vision de l'OIBT par la fourniture des Informations relatives au pays.
- **2- Les Entreprises forestières**
- La politique des investissements a été bien soutenue par les opérateurs privés. Elle s'est traduite par une augmentation des usines de transformation de bois permettant d'élever le taux de transformation du bois.
- Les sociétés devront cependant faire une meilleure analyse des besoins d'investissement en harmonie avec le Ministère de l'Economie Forestière fournir les renseignements nécessaires à une meilleure connaissance des entreprises. C'est une exigence pour améliorer l'image de ses sociétés et contribuer à la bonne gouvernance (cf document OIBT).

- La transparence et le respect des dispositions réglementaires sont surtout financiers et comptables devraient être de mise.
- De nombreux efforts seront nécessaires car :
- L'industrie du bois est caractérisée par une forte activité de la première transformation : sciage, déroulage et tranchage, pour la fabrication de contreplaqués et placage.
- Au plan technique et comptable, ces scieries sont vétustes d'où la fréquence élevée de pannes et d'arrêts de travail en attente de la fourniture de pièces détachées (faible qualité des équipements).
- La plupart des sociétés visent les marchés internationaux très concurrentiels qui exigent des modes d'organisation de la production et de la commercialisation pour lesquels les producteurs installés en Afrique ont encore de faibles capacités.
- Au plan financier, les sociétés forestières ne bénéficient pas de mécanismes de financement approprié dans les banques.
- créer une passerelle dans les actions de traçabilité ;



- Elles sont souvent des filiales de groupes Européens et Asiatiques qui possèdent également des unités de transformation disséminées sur d'autres continents ce qui ne facilite pas certaines analyses. Elles disposent de réseaux de commercialisation au niveau international.
- A terme, la transformation plus poussée pourrait permettre de nouvelles utilisations d'espèces moins connues et générer plus de recettes.
- **Problèmes liés à l'absence d'un mécanisme de financement**
- Les investisseurs du secteur font souvent appel aux capitaux étrangers. Les banques locales ne prévoient pas de facilités pour financer les investissements de l'industrie du bois alors que l'activité nécessite des sommes colossales pour créer des usines.
- En raison de l'absence de ce mécanisme de financement, les investisseurs se concentrent sur la première transformation (sciages) alors que le Congo a grandement besoin de valoriser davantage sa ressource forestière pour obtenir une plus grande valeur ajoutée de la filière bois, premier secteur hors pétrole.
- **3- Les organismes de financement**
- Le Congo a fait le choix d'une gestion durable des ressources forestières et fauniques assortie d'une politique de transformation favorisant une forte valeur ajoutée. Cette politique a évidemment un coût et les sociétés forestières, ne peuvent, seules financer leurs activités.

- **Secteur bancaire**

- La Charte des investissements prévoit des incitations à l'investissement industriel.
- En dépit de la situation de trésorerie excédentaire marquée par une importante surliquidité dans les banques congolaises, il n'existe pas de mécanismes de financement appropriés pour les PME/PMI du secteur forestier.
- Il conviendrait à cet effet de s'assurer de la bonne tenue des comptes de ses sociétés.
- Les banques congolaises devraient accompagner les sociétés forestières par la mise en place de lignes de crédit pour leurs investissements destinés à une transformation plus poussée du bois en dépit du ralentissement de la demande sur le marché international.
- L'activité bancaire est complétée par le concours appréciable des diverses institutions de financement particulièrement l'Agence Française de Développement.
- De même que les multiples contributions financières des institutions spécialisées comme OIBT.
- **OIBT**
- L'appui attendu de l'OIBT est multiforme au niveau international, national et au niveau de l'industrie.



- fournir des informations à jour sur les marchés du bois en vue de préparer les notes de conjoncture ;
- organiser des formations de qualité par le renforcement des capacités institutionnelles ;
- faciliter la mise en place d'un système d'informations efficace entre les différents acteurs ;
- encourager le secteur privé à une meilleure participation sur les plans de développement sectoriel (PSFE).

- **Conclusion**

- Après ce long parcours, nous pouvons affirmer que les indices d'investissement forestier sont dans la bonne direction, toutefois, des efforts devront être conjugués par tous les acteurs pour améliorer les performances du secteur forestier.